

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 juillet 2020

PROPOSITION DE LOI

**relative à l'octroi d'un plan de paiement
d'une durée de six mois maximum
ou plus pour les consommateurs
ayant subi une perte de revenus
des suites des conséquences économiques
de la pandémie du coronavirus COVID-19**

**AVIS DE L'AUTORITÉ
DE PROTECTION DE DONNÉES**

Voir:

Doc 55 **1362/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de M. Patrick Prévot et consorts.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 juli 2020

WETSVOORSTEL

**betreffende de toekenning van een
betalingsplan met een maximale looptijd van
zes maanden of meer voor de consumenten
die door de economische gevolgen van
de COVID-19-pandemie inkomstenverlies
hebben geleden**

**ADVIES VAN
DE GEGEVENSBECHERMINGSAUTORITEIT**

Zie:

Doc 55 **1362/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van de heer Patrick Prévot.

02954

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis n° 59/2020 du 10 juillet 2020

Objet: Demande d'avis concernant une proposition de loi relative à l'octroi d'un plan de paiement d'une durée de six mois maximum ou plus pour les consommateurs ayant subi une perte de revenus des suites des conséquences économiques de la pandémie du coronavirus COVID-19 (CO-A-2020-073).

L'Autorité de protection des données (ci-après « l'Autorité »);

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après « LCA »);

Vu le règlement (UE) 2016/679 *du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* (ci-après « RGPD »);

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après « LTD »);

Vu la demande d'avis du Président de la Chambre des Représentants, Monsieur Patrick DEWAELE, reçue le 3 juillet 2020;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 10 juillet 2020, l'avis suivant :

I. OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE D'AVIS

1. Le Président de la Chambre des représentants a introduit auprès de l'Autorité le 3 juillet 2020 une demande d'avis concernant une proposition de loi relative à l'octroi d'un plan de paiement d'une durée de six mois maximum ou plus pour les consommateurs ayant subi une perte de revenus des suites des conséquences économiques de la pandémie du coronavirus COVID-19 datée du 18 juin 2020 (CO-A-2020-073) (ci-après « la proposition »).
2. Cette proposition a pour objectif de lutter contre l'augmentation de l'endettement et les procédures de règlement collectif de dettes à venir, que les auteurs de la proposition considèrent comme des conséquences probables des pertes de revenus des consommateurs liées à l'épidémie de coronavirus SARS-CoV-2. Ils entendent compléter les diverses mesures qui ont déjà été mises en place par ailleurs au niveau du pouvoir fédéral. La proposition explique que le « règlement collectif de dettes a été conçu pour des situations d'endettements structurels et durables ; pas pour des difficultés de paiement temporaires pour lesquelles un peu de clémence de la part d'un créancier peut apporter une solution ; ce dernier ayant dans ce cas davantage de certitude d'être payé, moyennant l'octroi d'un délai supplémentaire au débiteur. Le règlement collectif de dettes est, de plus, une procédure judiciaire longue, lourde et coûteuse pour l'ensemble de la société. Un recours en masse au règlement collectif de dettes ne permettra certainement pas de relancer l'économie, bien au contraire ».
3. La proposition met par conséquent en place une procédure préventive en vue d'éviter que des dettes ne deviennent ingérables et conduisent au recours à des sociétés de recouvrement ou huissiers de justice et le cas échéant *in fine*, au règlement collectif de dettes. Le « consommateur fragilisé » pourra obtenir sur cette base, via un formulaire-type, un plan de paiement gratuit, standardisé et obligatoire pour le créancier, étalé sur une période de six mois au plus (sauf situations financières particulièrement difficiles auquel cas la durée du plan peut être étendue) à compter de l'échéance de la dette.
4. La nouvelle procédure mise en place est en outre subsidiaire à deux titres. D'une part, elle ne s'applique pas lorsque s'appliquent d'autres mesures déjà prises dans le cadre de l'épidémie dans une législation ou réglementation fédérale particulière (la proposition évoque par exemple, les « plans de paiement pour les dettes d'impôts, la possibilité de reporter temporairement le paiement des mensualités d'un crédit hypothécaire ou d'un crédit à la consommation »). Et d'autre part, elle s'applique uniquement aux dettes qui relèvent de la législation fédérale (« sont notamment exclus les loyers, puisque la matière du bail est régionalisée »).
5. Cette procédure est enfin temporaire, dès lors que le « consommateur devra introduire sa demande avant le 30 juin 2020, pour les dettes échues entre le 17 mars 2020 et le 31 mai 2020 et avant le 30 novembre 2020 pour les dettes qui viendront à échéance entre le 1 juin 2020 et le 31 octobre 2020.

Au-delà de ces échéances, le dispositif cesse d'être d'application. Il appartiendra au législateur d'en évaluer l'impact avant d'opter, le cas échéant, pour une prolongation ».

II. EXAMEN

II.1. Finalité, licéité et responsables du traitement

6. La présente proposition consacre un nouveau droit de la personne concernée qui est un « consommateur fragilisé » à l'égard d'un créancier dans certaines conditions. Le créancier traitera les données à caractère personnel du consommateur fragilisé pertinent comme responsable du traitement (au sens de l'article 2, 7), du RGPD), en vue d'accomplir son obligation légale corrélative à ce nouveau droit du consommateur, conformément à l'article 6, 1., c) du RGPD. Pour le reste, l'Autorité comprend de l'économie du projet que les données collectées via le formulaire repris en annexe de la proposition ne pourront être traitées, en vertu de celle-ci, qu'aux seules fins de l'exécution de ses dispositions et uniquement par le créancier concerné : elles ne seront ni centralisées, ni échangées.
7. En application de l'article 6, 3., du RGPD lu en combinaison avec l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la CDEH, une norme de rang législatif doit déterminer dans quelles circonstances un traitement de données est autorisé. Conformément au principe de légalité, cette norme législative doit ainsi, en tout cas, fixer les éléments essentiels du traitement. S'agissant en l'occurrence d'un traitement de données qui ne constitue pas une ingérence importante dans les droits et libertés des personnes concernées à qui un nouveau droit est octroyé et dont elles ont la liberté de disposer, ce dans un contexte limité, la proposition doit à tout le moins déterminer la finalité du traitement de données ainsi que le responsable du traitement (voir cependant également plus bas, le considérant n° 16 relatif aux données concernant la santé) .
8. A l'aune de ces principes, la proposition devrait clarifier que le créancier est le responsable du traitement des données à caractère personnel nécessaires aux fins de l'octroi, au consommateur fragilisé, du nouveau droit consacré dans les articles 3 et 6 de la proposition. La finalité du traitement ressort quant à elle suffisamment clairement de la proposition et de son exposé des motifs : il s'agit d'octroyer un nouveau droit au consommateur subissant une perte de revenu liée aux conséquences économiques de l'épidémie de SRAS-CoV-2, afin d'endiguer un probable et prochain surendettement ainsi que l'occurrence de plus nombreuses procédures de règlement collectif de dettes.
9. A cet égard, une disposition de la proposition pourrait prévoir ce qui suit ou une disposition similaire :
« Afin de soutenir les ménages face aux difficultés financières qu'ils rencontrent résultant des pertes de revenu liées aux conséquences économiques de l'épidémie de SRAS-CoV-2, le créancier est le

responsable du traitement des données qu'il collecte aux fins de l'exécution de ses obligations consacrées dans les articles 3 et 6 ».

II.2. Impact de la précision de la proposition sur le caractère volontaire de la démarche du consommateur fragilisé et sur les principes de minimisation et d'exactitude des données

10. L'Autorité est d'avis que toute précision apportée par le projet quant aux personnes concernées ainsi qu'aux nouveaux droits mis en place sera de nature à accroître la prévisibilité du projet quant au traitement de données à caractère personnel et invite le demandeur à adapter la proposition dans cette optique. Plus précisément, dès lors que la proposition est fondée sur une démarche volontaire du consommateur fragilisé, il est important que celui-ci puisse entrevoir clairement dès sa demande si oui ou non et à quelles conditions il pourra bénéficier des droits consacrés dans les articles 3 et 6 de la proposition sur la base des données qu'il va communiquer.
11. A défaut de telles précisions, il existe un risque que le consommateur fragilisé concerné, dans le doute quant à la portée précise de ses droits, communique aux créancier des données à caractère personnel non adéquates et pertinentes au regard de la finalité poursuivie, ce qui nuirait à l'exigence de minimisation des données consacrée dans l'article 5, 1., c) du RGPD. Des précisions concernant la source des données communiquées par le consommateur fragilisé devront le cas échéant être apportées afin d'éviter les erreurs que commettrait celui-ci, et à garantir l'exactitude des données traitées conformément à l'article 5, 1., d) du RGPD.
12. La proposition peut prévoir une délégation au Roi en vue de l'adoption de précisions le cas échéant nécessaires.
13. Dans ce contexte :
 - L'Autorité prend acte du fait que la proposition définit très largement le concept de « consommateur fragilisé », y compris des dettes concernées (l'article 2, 1^o doit être lu en combinaison à ce sujet, avec l'article 5 de la proposition) et partant des créanciers concernés, et crée un dispositif autonome, en dehors de toute réglementation déjà existante (telles que le Code de droit économique, le Code judiciaire, etc.). L'Autorité note que la portée de la proposition est en tout cas très large et que l'ancrage du projet dans une réglementation existante aux concepts déjà définis faciliterait la détermination précise de sa portée et la sécurité juridique. Notamment, par exemple parce que la proposition est limitée à la compétence fédérale, cela permettrait à la personne concernée d'identifier plus aisément quelles sont les dettes concernées sans avoir à

s'interroger sur la question de la compétence de l'autorité fédérale (le cas échéant, assistée d'un conseil) ;

- La proposition prévoit que les dettes concernées le sont « à l'exclusion de toutes les dettes qui ont fait l'objet d'une réglementation ou d'une législation spécifique à la crise du COVID-19 » ; dès lors qu'il ne peut être *a priori* exclu qu'une telle réglementation ou législation poursuive une autre finalité que celle de la proposition et partant, ne rende pas cette dernière redondante, la proposition devrait préciser qu'elle n'exclut que les dettes qui font l'objet d'une législation ou réglementation spécifique à l'épidémie et poursuivant la même finalité que la proposition (à savoir la lutte contre la pauvreté et les conséquences économiques négatives pour les ménages, de l'épidémie) (plus haut, considérant n° 8). Par souci de clarté pour la personne concernée, le formulaire devrait pouvoir être adapté par le Roi afin qu'il puisse y préciser quelles sont ces réglementations ou législations ;
- L'Autorité note que toute perte de revenu est *a priori* visée concernant le droit consacré dans l'article 3 de la proposition (plan de paiement de six mois au plus) ; ce n'est que l'article 6 (plan de paiement supérieur à six mois) qui apporte des précisions quant à l'état de la situation financière du consommateur fragilisé ;
- dès lors qu'un membre du ménage peut également être concerné par la demande du consommateur fragilisé, le formulaire type pourrait prévoir, dans une telle hypothèse, la communication d'une attestation de composition de ménage lorsque celle-ci s'avère pertinente ;
- au titre des documents qui prouvent que le consommateur ou le membre de son ménage a perdu des revenus suite à la pandémie, le formulaire énumère les catégories suivantes : une attestation de chômage économique ; une attestation de la mutuelle ; une attestation de ma caisse d'assurances sociales (droit passerelle) ; une attestation du curateur de ma faillite ; attestation CPAS ; Déclaration sur l'honneur (que vous n'avez pas pu renouveler certains contrats, avez perdu certains clients suite à la pandémie,...) ; autres. Sauf à placer le responsable du traitement dans une situation où il ne sera pas à même de vérifier l'exactitude des données, l'Autorité est d'avis que les deux dernières catégories de données visées par le formulaire doivent être accompagnées de documents probants de nature à étayer en fait, la situation de perte de revenu du demandeur en lien avec l'épidémie (p. ex., des relevés bancaires, des annulations de commande, etc.) ; (nb : l'Autorité comprend que ce titre du formulaire vise les pièces justificatives tant des situations visées à l'article 3 de la proposition, que de celles visées à l'article 6 de la proposition) ;
- L'article 3 de la proposition prévoit que « Tout consommateur fragilisé a le droit d'obtenir un plan de paiement sans pénalité ni frais, s'étalant sur une durée de 6 mois *ou moins*, à compter de la

date d'échéance de la dette sans que le créancier ne puisse s'y opposer » (italiques ajoutés par l'Autorité). Le formulaire type de demande de plan de paiement prévoit la formulation suivante : « Je propose de rembourser ma dette par des versements de euros par mois, pendant mois. Mon premier versement a eu lieu/ aura lieu le/...../ 2020 et le dernier le/...../2020 ». L'Autorité semble comprendre de cette formulation que le plan le plus court sera par conséquent de deux mois. Or la formulation actuelle de l'article 3 ne permet pas au consommateur fragile concerné de choisir l'étalement de son paiement jusqu'à six mois, puisque son droit porte sur un étalement de six mois « ou moins ». Par conséquent, la proposition doit confirmer si et clarifier sur quelle base le créancier pourrait refuser le délai proposé par le consommateur et le cas échéant, imposer un délai plus court ou refuser purement et simplement la demande du consommateur concerné, de telle sorte que ce dernier sache dès le départ quelle est la portée de son droit ;

- *Mutatis mutandis*, le même commentaire vaut pour l'article 6 de la proposition, qui ne prévoit en outre pas de délai maximum au plan de paiement (la disposition se borne à préciser sur quelle base le créancier peut refuser un plan supérieur à six mois). Par ailleurs, si l'Autorité comprend l'utilisation du terme « notamment » dans cet article, afin que les trois situations identifiées dans la proposition ne soient pas limitatives, elle relève néanmoins qu'une telle formulation emporte une part d'indétermination non négligeable et se demande si la proposition ne pourrait pas s'inspirer de la formulation utilisée à l'article 1675/2 du Code judiciaire, dès lors que son objectif est d'éviter l'inflation du recours au règlement collectif de dettes, en visant les hypothèses où le consommateur fragilisé présente un risque raisonnable, sans plans de paiement, de ne plus être en état, de manière durable, de payer ses dettes exigibles ou encore à échoir et dans la mesure où il n'a pas manifestement organisé son insolvabilité ;
- L'article 5 de la proposition prévoit que « Le consommateur fragilisé doit introduire sa demande *avant le 30 juin 2020*, pour les dettes échues entre le 17 mars 2020 et le 31 mai 2020. Le consommateur fragilisé doit introduire sa demande avant le 30 novembre 2020 pour les dettes qui viendront à échéance entre le 1er juin 2020 et le 31 octobre 2020 » (italiques ajoutés par l'Autorité). Les dates du 30 juin et du 1^{er} juin 2020 seront adaptées en fonction de la date d'entrée en vigueur de la proposition. *Mutatis mutandis*, le formulaire annexé sera également adapté ;
- En vertu de l'article 7, paragraphe 2 de la proposition, le créancier, responsable du traitement, est réputé accepter la proposition du consommateur fragilisé de plan d'une durée supérieure à six mois s'il n'a pas répondu dans un délai de 15 jours au consommateur. La proposition précisera s'il s'agit de quinze jours ouvrables ou pas.

II.3. Catégories particulières de données à caractère personnel (données concernant la santé)

14. Le demandeur précise clairement dans son formulaire de demande que « sur base de l'article 6 de la proposition, de façon volontaire, un débiteur pourrait faire état de dépenses exceptionnelles liées à la survenance d'une maladie ». L'Autorité suppose que, le consommateur fragilisé étant défini comme « toute personne physique qui a subi une perte de revenus *ou dont un membre du ménage a subi une perte de revenus*, suite aux conséquences économiques du COVID-19 » (italiques ajoutés par l'Autorité), des données concernant la santé d'autres personnes que le consommateur exerçant volontairement ses nouveaux droits consacrés dans les articles 3 et 6 de la proposition, sont par conséquent susceptibles d'être en cause. Ce point sera pris en compte ci-après.
15. S'agissant du traitement de catégories particulières de données, l'Autorité relève à ce sujet que l'article 9, 1., du RGPD interdit en principe le traitement de données à caractère personnel concernant la santé. Le 2. de cet article prévoit quant à lui des exceptions, dont en son g), l'hypothèse où « le traitement est nécessaire pour des motifs d'intérêt public important » sur la base du droit d'un Etat membre notamment. L'Autorité est d'avis que la finalité du traitement (plus haut, considérant n° 8) prévu par la proposition s'inscrit dans un objectif d'intérêt public important, au même titre que la lutte contre le surendettement et la lutte contre la pauvreté qu'identifie le demandeur dans son formulaire de demande.
16. Encore incombe-t-il toutefois à la proposition (législative) d'autoriser explicitement ce type de traitement de données, sauf à placer les responsables du traitement dans une situation de conflit de normes insoluble à leur niveau. Ainsi, la proposition pourrait prévoir par exemple, que « le responsable du traitement est autorisé, en exécution de l'article 9, 1., g), du RPDG à traiter les données à caractère personnel nécessaires à l'exécution de ses obligations en vertu de la présente loi et concernant la santé du consommateur fragilisé ou de la personne concernée de son ménage, à condition qu'il mette en place les mesures appropriées et spécifiques suivantes, afin de sauvegarder les droits fondamentaux et les intérêts de ces personnes : [...] ».
17. Selon les mesures appropriées et spécifiques mises en place par le législateur, l'Autorité est d'avis que la proposition doit prévoir une habilitation du Roi, plus ou moins large, lui donnant le pouvoir de préciser et compléter ces mesures appropriées et spécifiques. L'Autorité considère qu'à tout le moins, la proposition doit prévoir que lorsque des données concernant la santé concernent un membre du ménage du consommateur fragilisé qui n'est pas ce dernier, sont communiquées, le consommateur fragilisé doit avoir recueilli le consentement préalable, explicite, univoque, libre et éclairé de ce membre du ménage, lorsque ce dernier membre est majeur, ou, lorsque ce membre est mineur, un consentement de même qualité de la ou des personnes disposant de l'autorité parentale à son égard.

18. L'Autorité souligne que dans une telle situation, ces consentements ne constituent pas des bases de licéité du traitement au sens de l'article 6, 1., a) du RGPD, mais bien une mesure appropriée et spécifique en exécution de l'article 9, 2., g) du RGPD. En l'espèce, l'Autorité ne considère pas opportun de se référer à la définition de l'article 4, 2) du RGPD afin d'éviter d'éventuels problèmes de sécurité juridique liés à l'interprétation du caractère « libre » du consentement au sens de cette disposition, dans un contexte où les ménages sont justement susceptibles d'être soumis à la pression économique causée par l'épidémie de SRAS-CoV-2. C'est donc un consentement libre au sens du droit commun qu'il conviendrait de requérir, sauf à risquer de déformer la définition consacrée dans l'article 4, 2) du RGPD afin de permettre l'effectivité du dispositif prévu dans la proposition. Le cas échéant afin d'éviter toute confusion, la proposition pourrait également utiliser le mot « accord » à la place de celui de « consentement ».

II.4. Durée de conservation des données par le créancier

19. Le projet est silencieux quant à la durée de conservation des données à caractère personnel par le créancier. Le demandeur précise toutefois dans son formulaire de demande que « conformément au régime général du RGPD, le créancier conserve les données tant qu'elles lui sont utiles (lorsque la facture est acquittée) ».
20. L'Autorité relève qu'en égard à la portée *a priori* très large de la proposition, il n'est pas possible de déterminer à l'avance que le créancier concerné n'aura pas lui-même besoin de ces données pour justifier par ailleurs, et conformément au RGPD, d'éventuelles difficultés de paiement qu'il rencontrerait lui, dans le cadre de son activité, en raison du respect du dispositif prévu par la proposition.
21. La nécessité d'un tel traitement ne peut donc être *a priori* exclue, et l'Autorité invite le demandeur à s'interroger sur l'éventuelle nécessité de permettre aux créanciers, le traitement des catégories particulières de données (dont question plus haut, aux considérants nos 14 et s.), à cette fin précise également.

II.5. Impact du projet pour les responsables du traitement et information de la personne concernée

22. L'article 4 de la proposition prévoit que « Le créancier doit avertir le consommateur fragilisé, par écrit ou sur tout autre support durable, chaque fois qu'il lui réclame le paiement d'une dette visée par la présente loi, du fait qu'il peut obtenir un plan de paiement s'étalant sur une durée allant jusqu'à 6 mois, sans frais ni pénalité. À cette fin, il lui envoie le formulaire annexé à la présente loi ».

23. L'Autorité souligne que ce formulaire constitue un bon moyen de communication que le créancier pourra utiliser pour fournir au consommateur fragilisé toutes les informations dues en exécution de l'article 13 du RGPD. Les mentions suivantes devraient y figurer : le nom et l'adresse du responsable du traitement, les coordonnées du délégué à la protection des données (si un tel délégué a dû être désigné ou a été désigné), les finalités de la collecte de données ainsi que la base juridique du traitement auquel les données sont destinées, les destinataires ou catégories de destinataires des données, l'existence des différents droits consacrés par le RGPD aux personnes concernées (y compris le droit d'accès et de rectification), le caractère obligatoire ou non de la communication de données ainsi que les conséquences d'un défaut de communication, la durée de conservation des données à caractère personnel collectées ou les critères utilisés pour déterminer cette dernière et le droit d'introduire une réclamation auprès de l'APD.
24. Dès lors qu'une entrée en vigueur rapide de la proposition serait envisagée dans le cas de son éventuelle adoption, sauf à la priver d'une partie de son effectivité, l'Autorité attire l'attention du demandeur sur l'intérêt de mentionner déjà, sur le formulaire annexé, les éléments d'information qui peuvent l'être, sans préjudice de la possibilité du créancier de préciser tous les éléments complémentaires nécessaires (p. ex. bien entendu, l'identité de son délégué à la protection des données, le cas échéant l'hypothèse visée aux considérants nos 20 et 21 plus haut, etc.). Cela facilitera, pour le responsable du traitement, l'effort de mise en conformité de ses activités en vue de l'exécution des obligations consacrées dans la proposition.
25. Dans la même veine, l'Autorité attire l'attention du demandeur sur la nécessité de trouver un juste équilibre entre une entrée en vigueur rapide de la proposition et la possibilité *in concreto*, pour les responsables du traitement de mettre en œuvre les mesures appropriées et spécifiques prévues par le législateur en vue du traitement des données concernant la santé (plus haut, considérants nos 14 et s.). En l'état, la proposition ne contient pas de disposition particulière relative à son entrée en vigueur.

PAR CES MOTIFS,

L'Autorité est d'avis que :

- 1.** La proposition doit préciser que le créancier est responsable du traitement (**considérants nos 6-9 et 9 en particulier**) ;
- 2.** Certains aspects de la proposition pourraient être précisés (**considérants nos 10-13**) afin de garantir une meilleure prévisibilité du texte pour assurer le caractère informé de la démarche volontaire du consommateur fragilisé, et garantir que les données traitées le seront conformément à l'article 5, 1., c) et d) du RGPD. En particulier :

- le demandeur envisagera la possibilité d'introduire le nouveau dispositif de la proposition dans une réglementation existante, de telle sorte que la prévisibilité et la sécurité juridique de ce dispositif en soient améliorées (cela concerne l'identification des consommateurs, dettes et créanciers concernés) ;
- l'article 2, 1° de la proposition pourrait préciser que les réglementations ou législations spécifiques à la crise du COVID-19 sont celles qui poursuivent la même finalité que la proposition ;
- eu égard à la définition du consommateur fragilisé, le formulaire annexé pourrait prévoir, lorsque cela est pertinent, la communication d'une attestation de composition de ménage ;
- quant aux catégories « Déclaration sur l'honneur » et « Autres » du formulaire, ces catégories de données devraient être accompagnées des documents probants de nature à étayer en fait, la situation de perte de revenu du demandeur en lien avec l'épidémie ;
- l'article 3 de la proposition doit clarifier sur quelle base le créancier pourrait refuser le délai proposé par le consommateur fragilisé et le cas échéant, imposer (proposer ?) un autre délai plus court ;
- le même commentaire vaut, mutatis mutandis, pour l'article 6 de la proposition dont l'ouverture, par l'utilisation du terme « notamment », pourrait être assurée, afin d'assurer une meilleure prévisibilité du texte, via l'utilisation d'une formulation proche de celle de l'article 1675/2 ;
- dans l'article 5 de la proposition et dans le formulaire, les dates du 30 juin et du 1^{er} juin 2020 doivent être adaptées en tenant compte de la date d'entrée en vigueur de la proposition ;
- la proposition précisera si le délai de 15 jours prévu à l'article 7 est à compter en jours ouvrables ou pas.

3. La proposition doit être adaptées pour autoriser le responsable du traitement à traiter les données à caractère personnel nécessaires concernant la santé du consommateur fragilisé ou du membre de son ménage, notamment en prévoyant des mesures appropriées et spécifiques en vue de garantir la sauvegarde des droits fondamentaux et intérêts des personnes concernées (**considérants nos 14**

et s., et en particulier, considérants nos 16 et 17. La proposition doit prévoir l'habilitation du Roi le cas échéant nécessaire à cette fin. Le cas échéant, une telle possibilité devra également être ménagée pour le créancier, au-delà du simple traitement des demandes des consommateurs fragilisés (**considérants nos 20 et 21**).

4. Le formulaire annexé pourrait déjà comporter certaines des informations à l'attention des personnes concernées conformément à l'article 13 du RGPD, afin de faciliter le travail de mise en conformité de son activité au RGPD que devra réaliser le responsable du traitement en vue de l'exécution du dispositif mis en place par la proposition (**considérants nos 22-24**).

Dans la même veine, l'Autorité attire l'attention du demandeur sur la nécessité de trouver un juste équilibre entre une entrée en vigueur rapide de la proposition et la possibilité *in concreto*, pour les responsables du traitement de mettre en œuvre les mesures appropriées et spécifiques prévues qui seront définies en vue du traitement des données concernant la santé (**considérant n° 25**).



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Advies nr. 59/2020 van 10 juli 2020

Betreft: Adviesaanvraag betreffende een wetsvoorstel betreffende de toekenning van een betalingsplan met een maximale looptijd van zes maanden of meer voor de consumenten die door de economische gevolgen van de COVID-19-pandemie inkomstenverlies hebben geleden (CO-A-2020-073).

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna "de Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikel 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 *van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van de heer Patrick Dewael, Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, ontvangen op 3 juli 2020;

Gelet op het verslag van Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Brengt op 10 juli 2020, het volgende advies uit:

I. VOORWERP EN CONTEXT VAN DE ADVIESAANVRAAG

1. De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers diende op 3 juli 2020 bij de Autoriteit een adviesaanvraag in over een wetsvoorstel betreffende de toekenning van een betalingsplan met een maximale looptijd van zes maanden of meer voor de consumenten die door de economische gevolgen van de COVID-19-pandemie inkomstenverlies hebben geleden (CO-A-2020-073) (hierna "het voorstel").
2. Dit voorstel is bedoeld om iets te doen aan de toegenomen schuldenlast en de toekomstige procedures voor collectieve schuldenregeling, die volgens de auteurs van het voorstel waarschijnlijk het gevolg zal zijn van het inkomensverlies van de consument in verband met de uitbraak van het SARS-CoV-2-coronavirus. Zij zijn van plan de verschillende maatregelen die elders op federaal niveau reeds zijn genomen, aan te vullen. Het voorstel verduidelijkt : "De collectieve schuldenregeling werd bedacht voor structurele en langdurige schuldsituaties niet voor tijdelijke betalingsmoeilijkheden die met enige toeschietelijkheid vanwege de schuldeiser kunnen worden opgelost; als die laatste aan de schuldenaar een bijkomende betalingstermijn toekent, krijgt hij meer zekerheid dat hij zal worden betaald. De collectieve schuldenregeling is bovendien een lange en zware juridische procedure die de hele samenleving veel geld kost. Massaal gebruik ervan zal de economie zeker niet aanzwengelen, integendeel".
3. Het voorstel voert daarom een preventieve procedure in om te voorkomen dat schulden onbeheersbaar worden en leiden tot het inschakelen van incassobureaus of gerechtsdeurwaarders en, in voorkomend geval, uiteindelijk tot de collectieve schuldenregeling. Op basis hiervan zal de " kwetsbare consument " via een standaardformulier een kosteloos, gestandaardiseerd en voor de schuldeiser verplicht betalingsplan kunnen verkrijgen, gespreid over een periode van maximaal zes maanden (behalve in bijzonder moeilijke financiële situaties, in welk geval de duur van het plan kan worden verlengd) vanaf de vervaldatum van de schuld.
4. De nieuwe procedure die is ingevoerd, is in twee opzichten ook subsidiair. Enerzijds is het niet van toepassing wanneer andere maatregelen die in het kader van de epidemie reeds in een bepaalde federale wet- of regelgeving zijn genomen, van toepassing zijn (het voorstel verwijst bijvoorbeeld naar "betalingsplannen voor belastingschulden, de mogelijkheid om de betaling van maandelijkse hypotheek- of consumptiekredietbetalingen tijdelijk uit te stellen"). En anderzijds is het alleen van toepassing op schulden die onderworpen zijn aan de federale wetgeving (In het bijzonder sluit het de huur uit, aangezien het onderwerp van de huurovereenkomst gewestelijke materie is").

5. En tot slot is deze procedure tijdelijk omdat "De consument zijn aanvraag zal moeten indienen vóór 30 juni 2020 voor schulden met een uiterste betaaldatum tussen 17 maart 2020 en 31 mei 2020, en vóór 30 november 2020 voor schulden met een uiterste betaaldatum tussen 1 juni 2020 en 31 oktober 2020. Na die termijnen is de regeling niet langer van toepassing. De wetgever zal de impact ervan eerst moeten evalueren alvorens in voorkomend geval over te gaan tot een verlenging ervan".

II. ONDERZOEK

II.1. Doeleinde, rechtmatigheid en verwerkingsverantwoordelijken

6. In dit voorstel wordt een nieuw recht van de betrokkene vastgelegd, die onder bepaalde voorwaarden een "kwetsbare consument" is ten aanzien van een schuldeiser. De schuldeiser zal de persoonsgegevens van de betrokken kwetsbare consument verwerken als verwerkingsverantwoordelijke (als bedoeld in artikel 2, 7) van de AVG) om te voldoen aan zijn wettelijke verplichting in verband met dit nieuwe consumentenrecht, overeenkomstig met artikel 6,1, c), van de AVG. Voor het overige begrijpt de Autoriteit uit het opzet van het voorstel dat de gegevens die met behulp van het formulier, gevoegd als bijlage bij het voorstel, slechts worden verzameld voor de uitvoering van de bepalingen van het voorstel en uitsluitend door de betrokken schuldeiser mogen worden verwerkt: ze worden noch gecentraliseerd, noch uitgewisseld.
7. In toepassing van artikel 6.3 van de AVG, samen gelezen met artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het EVRM, moet een norm van wettelijke rangorde bepalen onder welke omstandigheden een gegevensverwerking is toegestaan. Overeenkomstig het legaliteitsbeginsel moet deze wetgevingsnorm dus in ieder geval de essentiële elementen van de verwerking vastleggen. Aangezien het hier gaat om een gegevensverwerking die geen wezenlijke inbreuk vormt op de rechten en vrijheden van de betrokkenen aan wie een nieuw recht wordt toegekend en waarover zij vrijelijk kunnen beschikken, moet het voorstel in een beperkte context ten minste het doel van de gegevensverwerking en de verwerkingsverantwoordelijke bepalen (zie echter ook overweging 16 hieronder over gegevens betreffende de gezondheid).
8. In het licht van deze beginselen moet in het voorstel worden verduidelijkt dat de schuldeiser de verantwoordelijke is voor de verwerking van de persoonsgegevens die noodzakelijk zijn om het nieuwe recht dat in de artikelen 3 en 6 van het voorstel is vastgelegd, aan de kwetsbare consument toe te kennen. Het doeleinde van de verwerking blijkt voldoende duidelijk uit het voorstel en de toelichting: het gaat erom een nieuw recht te verlenen aan consumenten die inkomensverlies lijden als gevolg van de economische gevolgen van de SARS-CoV-2-epidemie, teneinde de waarschijnlijke en aanstaande overmatige schuldenlast en het ontstaan van meer collectieve schuldenregelsprocedures te beteugelen.

9. In dit verband zou een volgende bepaling in het voorstel kunnen voorzien of een soortgelijke bepaling: "Ter ondersteuning van gezinnen die financiële moeilijkheden ondervinden als gevolg van het verlies van inkomsten door de economische gevolgen van de SARS-CoV-2-epidemie, is de schuldeiser verantwoordelijk voor de verwerking van de gegevens die hij verzamelt met het oog op de nakoming van zijn verplichtingen krachtens de artikelen 3 en 6 ".

II.2. De nauwkeurigheid van het voorstel heeft gevolgen voor het vrijwillige karakter van de te nemen actie door de kwetsbare consument en voor de beginselen van minimalisering en nauwkeurigheid van de gegevens.

10. De Autoriteit is van mening dat elke specificatie in het ontwerp met betrekking tot de betrokken personen en de nieuwe rechten die worden ingevoerd, de voorspelbaarheid van het ontwerp met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens zal vergroten en verzoekt de aanvrager het voorstel in dit opzicht aan te passen. Aangezien het voorstel gebaseerd is op een vrijwillige actie van de kant van de kwetsbare consument, is het meer in het bijzonder van belang dat de consument vanaf het moment van zijn verzoek duidelijk kan zien of en onder welke voorwaarden hij op basis van de gegevens die hij op het punt staat te verstrekken, gebruik kan maken van de rechten die in de artikelen 3 en 6 van het voorstel zijn vastgelegd.
11. Bij gebrek aan dergelijke details bestaat het risico dat de kwetsbare consument in kwestie, in twijfel over de precieze reikwijdte van zijn rechten, aan de schuldeiser persoonsgegevens meedeelt die niet toereikend en ter zake dienend zijn voor het nagestreefde doel, hetgeen de in artikel 5,1, c), van de AVG vastgelegde verplichting van minimale gegevensverwerking zou ondermijnen. In voorkomend geval moeten bijzonderheden over de bron van de door de kwetsbare consument verstrekte gegevens worden verstrekt om fouten van de kwetsbare consument te voorkomen en om overeenkomstig artikel 5,1, d) van de AVG, de juistheid van de verwerkte gegevens te waarborgen.
12. Het voorstel kan voorzien in een delegatie aan de Koning met het oog op het aannemen van de in voorkomend geval noodzakelijk verduidelijkingen.
13. In dit verband;
- De Autoriteit neemt er nota van dat het voorstel het begrip "kwetsbare consument " zeer ruim definieert, met inbegrip van de betrokken schulden (artikel 2, 1° moet worden gelezen in combinatie met artikel 5 van het voorstel) en dus de betrokken schuldeisers, en dat het een autonoom mechanisme creëert, buiten de bestaande regelgeving om (zoals het Wetboek van Economisch Recht, het Gerechtelijk Wetboek, enz.). De Autoriteit merkt op dat het

Advies 59/2020 5/10

toepassingsgebied van het voorstel in ieder geval zeer ruim is en dat de verankering van het project in de bestaande regelgeving met de reeds gedefinieerde begrippen de precieze vaststelling van het toepassingsgebied en de rechtszekerheid zou vergemakkelijken. Met name omdat het voorstel zich bijvoorbeeld beperkt tot de federale bevoegdheid, zou de betrokkene (eventueel bijgestaan door een raadsman) de betrokken schulden gemakkelijker kunnen identificeren zonder zich te moeten afvragen of de federale overheid al of niet bevoegd is ;

- Het voorstel bepaalt dat de betrokken schulden deze zijn "met uitsluiting van de schulden waarop een specifieke wetgeving of reglementering in verband met de coronacrisis van toepassing is"; Aangezien niet a priori kan worden uitgesloten dat een dergelijke wet- of regelgeving een ander doel heeft dan het voorstel en het voorstel dus niet overbodig maakt, moet in het voorstel worden gespecificeerd dat het alleen schulden uitsluit die het voorwerp zijn van specifieke wet- of regelgeving voor de epidemie en die hetzelfde doel hebben als het voorstel (d.w.z. de bestrijding van armoede en de negatieve economische gevolgen van de epidemie voor de gezinnen) (zie overweging nr. 8). Om het voor de betrokkene duidelijker te maken, moet de Koning het formulier kunnen aanpassen, zodat hij daarin kan aangeven over welke regels of wetten het gaat ;
- De Autoriteit merkt op dat eventuele inkomstenderving a priori wordt genoemd in verband met het recht dat is vastgelegd in artikel 3 van het voorstel (betalingsplan van maximaal zes maanden); alleen artikel 6 (betalingsplan van meer dan zes maanden) geeft details over de financiële situatie van de kwetsbare consument ;
- Aangezien ook een gezinslid betrokken kan zijn bij het verzoek van de kwetsbare consument, kan het standaardformulier in dat geval voorzien in de mededeling van een attest van de gezinssamenstelling wanneer dit relevant blijkt te zijn ;
- Als onderdeel van de documentatie die bewijst dat de consument of het gezinslid inkomen heeft verloren als gevolg van de pandemie, vermeldt het formulier de volgende categorieën : een attest van economische werkloosheid; een attest van het ziekenfonds; een attest van het sociaal verzekeringsfonds (overbruggingsrecht; een attest van de curator die uw faillissement heeft afgehandeld; een attest van het OCMW; een verklaring op erewoord (dat u als gevolg van de pandemie bepaalde overeenkomsten niet hebt kunnen hernieuwen, dat u bepaalde klanten hebt verloren enzovoort); andere. Behalve wanneer de verwerkingsverantwoordelijke zich in een situatie bevindt waarin hij de juistheid van de gegevens niet kan controleren, is de Autoriteit van mening dat de laatste twee categorieën gegevens waarop het formulier betrekking heeft, vergezeld moeten gaan van bewijsstukken die de situatie van de aanvrager inzake inkomensverlies in verband met de uitbraak (bijvoorbeeld het inkomensverlies van de aanvrager in verband met de epidemie) daadwerkelijk kunnen staven, (bv. bankafschriften, annuleringen van bestellingen,

enz.) ; (nb : de Autoriteit begrijpt dat deze titel van het formulier verwijst naar bewijsstukken voor zowel de situaties waarnaar in artikel 3 van het voorstel wordt verwezen als die waarnaar in artikel 6 van het voorstel wordt verwezen) ;

- Artikel 3 van het voorstel bepaalt het volgende "Elke kwetsbare consument heeft recht op een betalingsplan zonder kosten of boete gedurende een periode van *maximaal* zes maanden, te rekenen van de vervaldatum van de schuld en zonder dat de schuldeiser zich daartegen kan verzetten. Het aanvraagformulier voor een betalingsplan voorziet in de volgende formulering: Ik stel voor mijn schuld terug te betalen via de storting van een bedrag van euro per maand gedurende maanden. Mijn eerste storting werd uitgevoerd / zal worden uitgevoerd op ... / ... / 2020 en de laatste op ... /... /2020. De Autoriteit lijkt uit deze formulering te begrijpen dat het kortste plan bijgevolg twee maanden zal duren. De huidige formulering van artikel 3 in de Franse versie biedt de betrokken kwetsbare consument echter niet de mogelijkheid om te kiezen voor een spreiding van zijn betaling over maximaal zes maanden, aangezien hij het recht heeft om zijn betaling over "au moins" zes maanden te spreiden. Daarom moet in het voorstel worden bevestigd of en op welke basis de schuldeiser de door de consument voorgestelde termijn kan weigeren en, zo ja, een kortere termijn kan opleggen of eenvoudigweg het verzoek van de consument kan weigeren, zodat de consument van meet af aan weet wat de reikwijdte van zijn recht is ;
- *Mutatis mutandis* geldt dezelfde opmerking voor artikel 6 van het voorstel, dat bovendien niet voorziet in een maximumtermijn voor het betalingsplan (de bepaling specificeert alleen de basis waarop de schuldeiser een plan van meer dan zes maanden kan afwijzen). Hoewel de Autoriteit het gebruik van de term "met name" in dit artikel begrijpt, zodat de drie in het voorstel genoemde situaties niet uitputtend zijn, merkt zij niettemin op dat een dergelijke formulering een aanzienlijke mate van onbepaaldheid inhoudt en vraagt zij zich af of het voorstel niet kan worden geïnspireerd door de formulering in artikel 1675/2 van het Gerechtelijk Wetboek, aangezien het doel ervan is de inflatie van het beroep op de collectieve schuldenregeling te vermijden, door zich te richten op de gevallen waarbij de kwetsbare consument een redelijk risico loopt, zonder betalingsplannen, om niet langer in staat te zijn om op een duurzame manier zijn opeisbare of nog steeds opeisbare schulden te betalen en voor zover hij zijn insolventieit blijkbaar niet heeft georganiseerd ;
- Artikel 5 van het voorstel bepaalt dat "De kwetsbare consumenten *vóór 30 juni 2020* een aanvraag moeten indienen voor schulden die tussen 17 maart 2020 en 31 mei 2020 vervallen. "De kwetsbare consument dient zijn aanvraag in *vóór 30 juni 2020* voor de schulden waarvan de vervaldatum tussen 17 maart 2020 en 31 mei 2020 ligt" (italic toegevoegd door de Autoriteit). De data van 30 juni en 1 juni 2020 zullen worden aangepast in functie van de datum van inwerkingtreding van het voorstel. *Mutatis mutandis*, wordt ook het formulier in bijlage aangepast ;

- Volgens artikel 7, lid 2, van het voorstel wordt de schuldeiser als verwerkingsverantwoordelijke geacht het voorstel van de kwetsbare consument voor een plan dat meer dan zes maanden duurt, te aanvaarden indien hij de consument niet binnen 15 dagen heeft geantwoord. In het voorstel zal worden aangegeven of het gaat over 15 werkdagen of niet.

II.3. Bijzondere categorieën persoonsgegevens (gegevens betreffende de gezondheid)

14. De aanvrager maakt in het aanvraagformulier duidelijk dat "op grond van artikel 6 van het voorstel, een schuldenaar op vrijwillige basis, gewag kan maken van buitengewone kosten die verband houden met het optreden van een ziekte". De Autoriteit veronderstelt dat de kwetsbare consument die omschreven wordt als "elke natuurlijke persoon die inkomstenverlies heeft geleden *of van wie een gezinslid inkomstenverlies heeft geleden* wegens de economische gevolgen van de COVID-19-crisis" (italic toegevoegd door de Autoriteit), daarom de gegevens over de gezondheid van andere personen dan de consument die vrijwillig gebruik maken van de nieuwe rechten die in de artikelen 3 en 6 van het voorstel zijn vastgelegd, waarschijnlijk een rol zullen spelen. Met dit punt wordt hieronder rekening gehouden.
15. Wat de verwerking van bijzondere categorieën gegevens betreft, merkt de Autoriteit in dit verband op dat artikel 9,1. van de AVG in beginsel de verwerking van persoonsgegevens betreffende de gezondheid verbiedt. Het 2de lid van dit artikel dat de uitzonderingen, waaronder, onder punt g), het geval de verwerking noodzakelijk is voor redenen van zwaarwegend algemeen belang, op grond van Unierecht of lidstatelijk recht. De Autoriteit is van mening dat het doel van de verwerking (overweging 8 hierboven) waarin het voorstel voorziet, een belangrijke doelstelling van algemeen belang is, net zoals de bestrijding van overmatige schuldenlast en de bestrijding van armoede die door de aanvrager in het aanvraagformulier worden genoemd.
16. Het (wetgevings)voorstel moet echter nog steeds expliciet toestemming geven voor dit soort gegevensverwerking, anders zou het de verwerkingsverantwoordelijken op hun niveau in een onoplosbare rechtsconflictsituatie brengen. Zo zou in het voorstel bijvoorbeeld kunnen worden bepaald dat "de verwerkingsverantwoordelijke overeenkomstig artikel 9.1, g) van de AVG gemachtigd is om de persoonsgegevens te verwerken die nodig zijn voor de uitvoering van zijn verplichtingen krachtens deze wet, die betrekking hebben op de gezondheid van de kwetsbare consument of de betrokkene in zijn gezin, op voorwaarde dat hij de volgende passende en specifieke maatregelen treft om de fundamentele rechten en belangen van die personen te beschermen: [...] ».
17. Afhankelijk van de passende en specifieke maatregelen die de wetgever heeft genomen, is de Autoriteit van mening dat het voorstel moet voorzien in een machtiging van de Koning, waarbij hem de

bevoegdheid wordt verleend om deze passende en specifieke maatregelen te specificeren en aan te vullen. De Autoriteit is van mening dat het voorstel op zijn minst moet bepalen dat, wanneer gezondheidsgegevens worden meegedeeld over een gezinslid van de kwetsbare consument, die niet deze laatste is, de kwetsbare consument de voorafgaande, uitdrukkelijke, ondubbelzinnige, vrije en geïnformeerde toestemming van dat gezinslid moet hebben verkregen, wanneer dat lid de volle leeftijd heeft bereikt, of, wanneer dat lid minderjarig is, de toestemming in dezelfde hoedanigheid van de persoon of personen die het ouderlijk gezag over hem of haar hebben.

18. De Autoriteit benadrukt dat deze toestemmingen in een dergelijke situatie geen basis vormen voor de rechtmatigheid van de verwerking in de zin van artikel 6.1, a) van de AVG, maar eerder een passende en specifieke maatregel overeenkomstig artikel 9, 2. g) van de AVG. In het onderhavige geval acht de Autoriteit het niet passend te verwijzen naar de definitie van artikel 4. 2 van de AVG ter voorkoming van mogelijke problemen van rechtszekerheid in verband met de interpretatie van het "vrije" karakter van de toestemming als bedoeld in die bepaling, in een context waarin gezinnen precies onder de economische druk van de SARS-CoV-2-epidemie kunnen komen te staan. Daarom is vrije toestemming in de zin van het gemene recht vereist, anders bestaat het risico dat de in artikel 4.2 van de AVG vastgelegde definitie wordt verdraaid om de doeltreffendheid van het mechanisme waarin het voorstel voorziet, mogelijk te maken. Om verwarring te voorkomen kan in het voorstel ook het woord "akkoord" worden gebruikt in plaats van "toestemming".

II.4. De bewaartermijn van de gegevens die de schuldeiser aanhoudt

19. In het ontwerp staat niet vermeld hoe lang de schuldeiser de persoonsgegevens zal bewaren. De aanvrager preciseert echter in zijn aanvraagformulier dat "overeenkomstig de algemene regeling van de AVG, de schuldeiser de gegevens bewaart zolang deze voor hem nuttig zijn (wanneer de factuur is vereffend)".
20. De Autoriteit merkt op dat het, gezien het a priori zeer ruime toepassingsgebied van het voorstel, niet mogelijk is vooraf vast te stellen dat de betrokken schuldeiser deze gegevens niet zelf nodig zal hebben om, overeenkomstig de AVG, eventuele betalingsmoeilijkheden te rechtvaardigen die hij bij de uitoefening van zijn bedrijf zou kunnen ondervinden als gevolg van de naleving van de in het voorstel vervatte regelingen.
21. De noodzaak van een dergelijke verwerking kan daarom niet a priori worden uitgesloten, en de Autoriteit verzoekt de aanvrager om na te gaan of het nodig is om schuldeisers de verwerking van bijzondere categorieën gegevens (zie overweging 14 e.v.), ook voor dit specifieke doel toe te staan.

II.5. Impact van het voorstel voor de verwerkingsverantwoordelijken en informatieverstrekking aan de betrokkenen

22. Artikel 4 van het voorstel bepaalt "De schuldeiser stelt de kwetsbare consument er schriftelijk of via enige andere duurzame drager van in kennis dat de betaling wordt gevorderd van een bij deze wet bedoelde schuld en dat de consument een betalingsplan over een periode van maximaal zes maanden kan verkrijgen, zonder kosten of boete. Daartoe bezorgt hij de consument het bij deze wet aangehechte formulier".
23. De Autoriteit benadrukt dat dit formulier een goed communicatiemiddel is dat de schuldeiser kan gebruiken om de kwetsbare consument alle informatie te verstrekken die op grond van artikel 13 van de AVG is vereist. Daarin moeten de volgende vermeldingen voorkomen: naam en adres van de verwerkingsverantwoordelijke, het doel van de gegevensverzameling en de rechtsgrondslag van de verwerking, de bewaartermijn van de gegevens, de ontvangers of categorieën van mogelijke ontvangers van de gegevens, het bestaan van de verschillende rechten die in de AVG zijn vastgelegd (met inbegrip van het recht op toegang en rectificatie) of de mededeling van gegevens al dan niet verplicht is, alsmede de gevolgen van niet-mededeling, de duur van de bewaring van de verzamelde persoonsgegevens of de criteria die worden gehanteerd om dit te bepalen en het recht om een klacht in te dienen bij de GBA.
24. Aangezien een snelle inwerkingtreding van het voorstel in het geval van een eventuele goedkeuring ervan wordt overwogen, tenzij het daardoor enigszins aan doeltreffendheid inboet, vestigt de Autoriteit de aandacht van de aanvrager op het belang van een vermelding op het bijgevoegde formulier van de informatie die kan worden verstrekt, onverminderd de mogelijkheid voor de schuldeiser om alle noodzakelijke aanvullende informatie te vermelden (bijvoorbeeld uiteraard de identiteit van zijn of haar functionaris voor gegevensbescherming, in voorkomend geval het in de overwegingen 20 en 21 bedoelde geval, enz.). Dit zal het voor de verwerkingsverantwoordelijke gemakkelijker maken om zijn activiteiten in overeenstemming te brengen met de verplichtingen die in het voorstel zijn vastgelegd.
25. In dezelfde geest vestigt de Autoriteit de aandacht van de aanvrager op de noodzaak om het juiste evenwicht te vinden tussen een snelle inwerkingtreding van het voorstel en de concrete mogelijkheid voor verwerkingsverantwoordelijken om de passende en specifieke maatregelen uit te voeren waarin de wetgever voorziet voor de verwerking van gegevens met betrekking tot de gezondheid (zie hierboven, overweging 14 e.v.). In zijn huidige vorm bevat het voorstel geen specifieke bepaling over de inwerkingtreding ervan.

OM DIE REDENEN,**De Autoriteit is van oordeel :**

1. Het voorstel moet nader omschrijven dat de schuldeiser de verwerkingsverantwoordelijke is **(overwegingen nrs. 6-9 en 9 in het bijzonder)** ;

2. Sommige aspecten van het voorstel zouden **(overwegingen nrs. 10-1310)**.

4. In het bijgevoegde formulier zou al een deel van de informatie voor de betrokkenen kunnen worden opgenomen, overeenkomstig artikel 13 van de AVG, om het werk van de verwerkingsverantwoordelijke om zijn activiteiten in overeenstemming te brengen met de AVG te vergemakkelijken met het oog op de tenuitvoerlegging van het bij het voorstel ingestelde systeem **(overwegingen nrs. 22-24)**.

In dezelfde geest vestigt de Autoriteit de aandacht van de aanvrager op de noodzaak om het juiste evenwicht te vinden tussen een snelle inwerkingtreding van het voorstel en de concrete mogelijkheid voor verwerkingsverantwoordelijken om de passende en specifieke maatregelen uit te voeren waarin de wetgever voorziet voor de verwerking van gezondheidsgegevens **(overweging 25)**.



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

